

## **Radicalités et radicalisations – la fabrication d’une nouvelle « norme » politique ?**

### ***Lien politique et social, printemps 2013***

Les publications qui traitent de la « radicalité » en politique concentrent généralement leur attention sur la question des formes violentes d’action collective, comme le terrorisme, le fanatisme, ou les émeutes urbaines. Dans ce numéro, nous proposons une approche à la fois plus large et plus précise de l’analyse des liens entre « radicalité », « radicalisation » et « action collective ». Plus large, parce que la question de la radicalité dépasse largement celle de la violence (même si elle l’englobe), et plus précise parce que nous aimerions partir du sens littéral donné à la « radicalité », à savoir, une analyse politique qui s’attaque « à la racine » des problèmes. En effet, dans les systèmes politiques démocratiques, les années 2000 sont marquées par des formes multiples de radicalité, dans les discours et les pratiques politiques. Malgré de nombreuses recherches empiriques, nous n’avons pas pris la pleine mesure de la résurgence de ces radicalités, ni des processus de radicalisation qui les engendrent.

La littérature produite en sciences sociales sur le sujet a appréhendé davantage la question de la radicalisation sous deux angles principaux. D’une part, la « radicalisation » est associée, de façon normative ainsi que dans son expression politique, à un nombre limité de « causes », et semble s’appliquer avant tout aux mouvements d’extrême gauche, d’extrême droite, d’intégrisme religieux, anarchistes, féministes, et de défense des animaux ; d’autre part, la littérature qualitative sur la radicalisation met avant tout l’accent sur la dimension individuelle de ce processus.

Ces deux problématiques poussent à toute une série de réflexions. Tout d’abord, quelles sont les formes actuelles de radicalisation ? Touchent-elles les mêmes types d’acteurs ? Sont-elles les conséquences d’une fermeture des systèmes politiques à certaines revendications ou encore la criminalisation des pratiques militantes ? Les cadres d’analyse qui insistent sur les idées et les comportements sont-ils toujours pertinents, ou faudrait-il s’approcher de la radicalisation par des analyses matérielles ou identitaires ? Assistons-nous à une augmentation du recours à la violence ou à une criminalisation de certaines revendications ? Les formes de radicalisation actuelles doivent-elles être renvoyées à la seule forme violente ou existe-t-il de nouvelles inventivités militantes ? En quoi les nouveaux médias ou réseaux sociaux nés sur Internet favorisent-ils la diffusion de discours radicaux ou encore la radicalisation ? La radicalité a-t-elle uniquement un sens pour les mouvements dits « extrémistes » ? Existe-t-il du fait de la socialisation d’une nouvelle génération militante depuis une dizaine d’années des nouvelles manières de se radicaliser autant dans les contextes des sociétés du Nord que celles du Sud ?

L’objectif de ce numéro est donc d’explorer les différentes transformations de l’action collective liées à une ou des formes de radicalité ou processus de radicalisation.

En particulier, les articles pourraient s’articuler autour des quatre axes suivants :

- **Quelle place occupent les acteurs collectifs radicaux et/ou l’action politique radicale dans les « grands » processus politiques contemporains ?**

Certains sont-ils au cœur des transformations des systèmes politiques (une base des révolutions de couleurs en Europe de l’Est et en Asie centrale ; soulèvement populaire dans une partie du monde Arabe) ? D’autres jouent-ils un rôle dans la diffusion du conservatisme moral aux Etats-Unis, au Canada et dans certains pays européens (par exemple les mouvements pro-vie et leur impact sur les mouvements de femmes) ? Quel rôle les acteurs collectifs radicaux et leurs

analyses radicales jouent-ils dans la lutte contre les politiques néolibérales ? Quel rôle joue le rapport accusatoire dans l'identification et la désignation de la « radicalité » ? Comment la radicalité est-elle constituée dans le discours politique et social relationnel ?

- **Quels sont les développements récents des réseaux affinitaires libertaires, de leurs analyses et actions ?**

De quelles critiques politiques et sociales ces groupes/réseaux sont-ils porteurs ? y-a-t-il renouvellement de la pensée anarchiste et libertaire ? Quels sont les outils théoriques adéquats pour saisir et analyser ces réseaux ? Quelles sont les expérimentations mises en œuvre ? La « radicalité » est-elle associée à une série de pratiques de prise de décision ou de comportements culturels spécifiques ? Comment ces pratiques et/ou comportements s'apprennent-ils, s'ancrent-ils dans le temps et l'espace ? Au-delà des divergences tactiques, quels sont les apprentissages que les autres acteurs sociaux et politiques font au contact des discours et pratiques radicales ?

- **Quel degré de tolérance les démocraties développent-elles vis-à-vis les discours et pratiques radicales ?**

Quelle est la réponse des acteurs publics à ces radicalités, anciennes comme nouvelles ? Comment les programmes et réponses publiques évoluent-ils, font-ils preuve d'innovation, face à la radicalité d'aujourd'hui ? Ces réponses à la radicalité sont elles politiquement neutres ? Y-a-t-il deux poids deux mesures, suivant le type de radicalité exprimé ? Si on peut parler de discrimination politique vis-à-vis des jeunes libertaires, qu'en est-il des rapports étatiques et policiers vis-à-vis les militants d'extrême-droite, les hooligans, etc ? Le rapport du politique à la radicalité s'est-il transformé avec le temps ? Voyons-nous le développement d'une nouvelle norme politique ?

- **Comment les processus de radicalisation et de dé-radicalisation s'effectuent-ils ?**

Si la plupart des études se sont employées à expliquer le processus de radicalisation, qu'en est-il de la dé-radicalisation en particulier si on analyse l'engagement comme processuel ? Existe-t-il des variables qui conditionnent un individu à un moment donné à la radicalisation et des séquences biographiques de l'individu qui participent au détachement de celui-ci à un processus qui n'a rien d'inexorable ? Comment figurer les processus collectifs de dé-radicalisation ? Quels sont les rapports entre les processus de dé-radicalisation, démobilisation, désengagement ?

Les analyses que nous attendons pourront s'inspirer de ces questionnements en veillant à mobiliser des terrains inédits et des réflexions sur les processus de radicalisation contemporains.

Veillez faire parvenir vos propositions d'articles par courriel (maximum une page) **avant le 15 septembre 2011** à l'une des personnes suivantes :

Direction du numéro :

Pour le comité de rédaction du Québec :

Pascale Dufour

Professeure et Directrice du Centre de recherche sur les politiques et le développement social  
Département de science politique

Université de Montréal  
Contact :  
pascale.dufour@umontreal.ca

Pour le comité de rédaction en France :

Sylvie Ollitrault  
Chargé de recherche au CNRS, Responsable de l'équipe "Mobilisations, vie politique et citoyennetés" du CRAPE, Sciences po Rennes, Rennes 1  
[s.ollitrault@yahoo.fr](mailto:s.ollitrault@yahoo.fr)

Graeme Hayes  
Chercheur boursier CNRS, Sciences po Rennes et Senior Lecturer, Aston University, UK  
[graeme.hayes@sciencespo-rennes.fr](mailto:graeme.hayes@sciencespo-rennes.fr)